



MAIRIE
35590 LA CHAPELLE-THOUARULT

Envoyé en préfecture le 15/11/2022

Reçu en préfecture le 15/11/2022

Affiché le

ID : 035-213500655-20221108-2022_136-AR

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 2022/136
portant réglementation de l'éclairage public
sur le territoire communal

La Maire de la Commune de La Chapelle Thouarault,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-1 portant sur les pouvoirs de police du/de la Maire qui ont notamment pour objectif d'assurer la *"sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques"* ;

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L.583-1 et s. sur la prévention des nuisances lumineuses ;
Vu la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation sur la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment son article 41, selon lequel *"les émissions de lumière artificielle de nature à présenter des dangers ou à causer un trouble excessif aux personnes, à la faune, à la flore ou aux écosystèmes, entraînant un gaspillage énergétique ou empêchant l'observation du ciel nocturne feront l'objet de mesures de prévention, de suppression ou de limitation"* ;

Vu les normes NFC 15-100 relative à la sécurité, au bon fonctionnement des installations électriques basse tension et aux besoins normaux des usagers, NFC 17-200 relative aux installations d'éclairage extérieur, NF EN 60-598 relative aux luminaires, guirlandes et projecteurs, NF EN 13201 relatives à l'établissement de prescriptions sur les zones de circulation dans les espaces publics extérieurs dans le but d'assurer la sécurité des usagers, le bon écoulement du trafic et la protection des biens et des personnes;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain de Rennes Métropole, collectivité gestionnaire de la voirie, n° C.17.243-19/10/17 relative à la mise en œuvre de mesures en matière de réduction et extinction d'éclairage public ;

Vu les arrêtés du Maire n°2018/068 du 26 septembre 2018 ; n°2018/109 du 18 décembre 2018, n° 2019/059 du 23 mai 2019 et n°2020/041 du 10 avril 2020 portant réglementation de l'éclairage public ;

Considérant la nécessité de lutter contre la pollution lumineuse et les émissions de gaz à effets de serre, d'engager des actions volontaristes en faveur des économies d'énergie et de la maîtrise de la demande en électricité, et, considérant qu'à certaines heures, l'éclairage public ne constitue pas une nécessité absolue (notamment en raison du faible nombre d'usagers sur la voie publique),

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour un éclairage public nécessaire, suffisant et durable, celui-ci sera interrompu sur le territoire de la commune entre 22h et 6h tous les jours de la semaine, l'éclairage ne sera pas rallumé ni le dimanche matin, ni le dimanche soir.

ARTICLE 2 : En période de fêtes ou en cas de circonstances ou de manifestations particulières, l'éclairage pourra être maintenu ou éteint tout ou partie de la nuit.

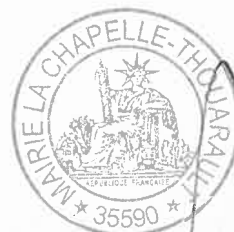
ARTICLE 3 : Lors de manifestations nationales ou mondiales de sensibilisation à la pollution lumineuse et à l'environnement ("Le jour de la nuit", "Earth Hour", "La Nuit des Etoiles", ...) l'éclairage public pourra être interrompu.

ARTICLE 4 : Lors des alertes EcoWatt et pour répondre aux risques de coupure d'électricité en Bretagne lors des pics de consommation, l'éclairage public pourra être interrompu sur toutes les mises en lumières des bâtiments et des voies. Par ailleurs, un abaissement de l'éclairage pourra être effectif pendant toute la durée des nuits concernées et cela sur l'ensemble des voies.

ARTICLE 5 : Chaque année entre début mai et fin août, l'éclairage public pourra être éteint toute la nuit sur l'ensemble du territoire de la commune.

ARTICLE 6 : Madame la Maire et Madame la Directrice Générale des Services sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur

Fait à La Chapelle Thouarault, le 8 novembre 2022



La Maire


Régine ARMAND

NOTA - La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au Greffe de cette juridiction, 3 Contour de la Motte - CS 44416 - 35044 Rennes Cedex ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité rendant la présente décision opposable. Vous avez également la possibilité de former un recours gracieux ou un recours hiérarchique. Ce recours gracieux ou hiérarchique maintient le délai de recours contentieux s'il est lui-même formé dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de la décision concernée.